

Secrétariat
c/o Public Health Schweiz
Dufourstrasse 30
3005 Bern
www.pro-salute.ch

Aux membres du Conseil des États

Berne, le 1er décembre 2025

Poursuite de l'« Étude suisse sur la santé »

Madame la Conseillère aux États,
Monsieur le Conseiller aux États,

Vous examinerez le Budget 2026 assorti du plan intégré des tâches et des finances 2027-2029, le mardi 2 décembre 2025. Nous souhaitons attirer votre attention sur un sujet à propos duquel vous serez amenés à prendre une décision lors de l'examen de l'Office fédéral de la santé publique : dans les charges de fonctionnement de l'OFSP (budget global), la minorité emmenée par Mme Herzog Eva demande une augmentation de 5 millions de francs, portant le total à environ 197,8 millions de francs. Cette demande est liée à une augmentation équivalente, également de 5 millions de francs, du budget global du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

Il s'agit, pour ces 10 millions de francs au total, du coût annuel de l'« Étude suisse sur la santé ». La phase pilote de cette étude longitudinale s'est déroulée avec succès. Les instruments de collecte ont pu être développés et testés au cours d'un processus pluriannuel dirigé par l'OFSP, avec la participation d'autres offices, dont l'OFS et le SEFRI.

La phase principale de cette étude devrait maintenant démarrer, qui, en tant qu'étude longitudinale incluant environ 10'000 participantes et participants sélectionnés de manière représentative, pourrait combler une lacune de connaissances majeure en Suisse. Elle porte principalement sur des séries de mesures relatives aux influences environnementales sur la santé humaine : quelles traces de métaux lourds, de pesticides, de PFAS, etc. trouve-t-on dans le corps humain et comment évoluent-elles au fil des ans ? L'étude vise également à explorer les corrélations encore inconnues entre le travail, les conditions de travail et les facteurs de santé physique ou psychosociale.

Du point de vue de pro-salute.ch, la voix des personnes assurées, des consommatrices et consommateurs, des patientes et patients, il est essentiel que la Suisse puisse constituer ces séries de données et disposer de ces connaissances à l'avenir. Cela permet, par exemple, de cibler de manière plus précise les mesures de prévention sur les groupes de population exposés. Ce serait une grande perte (également financière) d'interrompre maintenant cette étude de cohorte dont la phase pilote et la phase de développement se sont conclues avec succès.

Nous vous prions donc de soutenir la proposition de la minorité Herzog Eva.

Nous vous remercions de bien vouloir tenir compte de nos considérations et restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Avec nos meilleures salutations



Felix Wettstein, président pro-salute.ch



Luana Marbot, Secrétariat